

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 12 NOV. 2025

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2025-057  
portant mise en demeure**

-----  
**Installations Classées pour la Protection de l'environnement**

**Société KALIAKOUDAS et FILS**

**Commune de La Bâthie (73540)**

-----  
La préfète de la Savoie  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier son article L. 171-8 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 1993 autorisant M. Georges REIGNIER à exploiter notamment un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et une installation de stockage de véhicules hors d'usage sur la commune de La Bâthie ;

**VU** la décision du ministère de la justice en date du 16 janvier 2012, autorisant M. Georges REIGNIER à changer son nom en KALIAKOUDAS ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2013, délivré à M. Georges KALIAKOUDAS actant les droits acquis des activités exercées sur le site de La Bâthie au titre des rubriques 2712, 2713, 2718 et 2791 de la nomenclature des installations classées et remplaçant le cahier des charges joint à l'agrément du centre VHU par le nouveau cahier des charges rendu applicable à l'établissement depuis la parution de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 juin 2018 portant agrément du centre VHU N° 73000011D ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 5 août 2025, de l'inspecteur de l'environnement de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, établi suite à la visite du 8 juillet 2025 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 août 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L171-6 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 8 juillet 2025 il a été constaté la présence d'une trentaine de véhicules hors d'usage en attente de dépollution entreposés sur les parcelles cadastrales OD 2810 et OD 2068 ;

**CONSIDÉRANT** que les parcelles cadastrales OD 2810 et OD 2068 ne sont pas référencées à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 1993 autorisant les activités du site exploité par la société Kaliakoudas et ne font pas partie des surfaces autorisées à supporter les activités ICPE de ladite société ;

**CONSIDÉRANT** que le PLU de la commune de La Bâthie approuvé le 2 mars 2020, indique que les parcelles susvisées sont situées en zone A (zone d'activité agricole) . Le règlement de la zone A interdit : « les installations classées soumises à autorisation; les installations classées soumises à déclaration si elles sont incompatibles avec la vocation de la zone (nuisances sonores, olfactives, circulation induite...)».

**CONSIDÉRANT** que les activités de la société Kaliakoudas relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) au titre des rubriques 2713 et 2718 soumises au régime de l'autorisation et du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712 ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité d'entreposage des VHU exercée sur les parcelles cadastrales OD 2810 et OD 2068 sont incompatibles avec le règlement d'urbanisme de la commune de La Bâthie ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 1993 autorisant l'exploitation d'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et une installation de stockage de véhicules hors d'usage sur la commune de La Bâthie , en libérant les parcelles cadastrales OD 2810 et OD 2068 de toute activité ICPE .

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

La Société KALIAKOUDAS et FILS, représentée par son président monsieur Georges KALIAKOUDAS et dont le siège social est établi au lieu dit « les Vernays » - 73540 LA BATHIE (SIREN 814 042 685), exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et un centre VHU au sein de son établissement situé à la même adresse, est mise en demeure, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, de :

- limiter ses activités sur les parcelles autorisées à l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 1993 autorisant l'exploitation du site implanté sur la commune de La Bâthie . En conséquence, l'exploitant doit libérer les parcelles cadastrales OD 2810 et OD 2068 de toute activité ICPE.

## **Article 2 - Sanctions administratives**

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

## **Article 3 : Notification et publication**

En vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

## **Article 4 : Délais et voie de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente :

1° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication de cette décision ;

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

## **Article 5 : Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie et Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à au maire de La Bâthie.

La Préfète

Pour la Préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

Julien PAILHERE